

Questions orales

Des voix: Plus fort!

L'hon. M. Basford: Oui, il y a eu un accord, monsieur l'Orateur. J'ai été très heureux et ravi de voir les provinces accepter mes propositions à ce sujet à la conférence.

Des voix: Bravo!

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, le ministre voudrait-il bien résumer à la Chambre le contenu de la formule visant à faire baisser le coût élevé des terrains, qui empêche les personnes à revenu moyen d'acheter des maisons dans les divers centres urbains?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. J'informe le ministre que s'il veut transmettre ces renseignements, il devrait le faire par une déclaration à l'appel des motions.

LES ENTRETIENS FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX ET LES
TAUX D'INTÉRÊT HYPOTHÉCAIRE

M. John Gilbert (Broadview): J'ai une question à poser au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. A-t-il été question, au cours des entretiens, des taux d'intérêt élevés des prêts hypothécaires, et quelles mesures le ministre a-t-il proposées en vue de les faire baisser, afin que le Canadien moyen puisse s'acheter une maison?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, cet aspect de la question n'est pas mentionné dans le communiqué, mais on a discuté à la conférence du projet de loi que je compte présenter sous peu au sujet de la formule destinée à assurer plus de fonds au crédit immobilier.

M. l'Orateur: Bon nombre de députés auraient des questions supplémentaires à poser, mais le temps va bientôt nous faire défaut. Je conseille aux députés de supprimer autant que possible les questions supplémentaires afin que tout le monde ait la chance de poser une question. Peut-être pourrait-on accepter deux ou trois questions supplémentaires tout au plus sur le sujet actuel, après quoi nous passerons à une autre question.

LES LOGEMENTS SOCIAUX—L'AFFECTATION DE CRÉDIT
FÉDÉRAUX

M. John Gilbert (Broadview): Étant donné que le programme d'aide à l'accession à la propriété aide encore les acheteurs dont le revenu se situe entre \$6,000 et \$9,000 et que le programme actuel de subventions aux locataires aide les gens dont le revenu est de moins de \$5,000, le ministre voudrait-il nous assurer que l'affectation de fonds relatifs à ce dernier programme ne sera pas réduite et que le programme lui-même ne subira ni restrictions ni diminution progressive?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, j'ai garanti aux provinces notre constant appui aux termes de la loi sur les programmes de logements sociaux de la Société centrale d'hypothèques et de logement. L'affectation de fonds à ces programmes fera l'objet d'entretiens et d'un travail de coordination avec chacune des provinces intéressées. Les

[M. Woolliams.]

provinces dotées de programmes de logements sociaux étaient amplement satisfaites je crois, de mes garanties à cet égard.

M. l'Orateur: Je signale de nouveau à la Chambre que le temps va bientôt nous faire défaut. Le député de Saint-Jean-Ouest pourrait peut-être poser une dernière question supplémentaire, après quoi nous passerons à un autre sujet. S'il n'y a plus de questions à poser avant l'expiration de la période, nous pourrions revenir là-dessus.

LE PROGRAMME DE REMEMBREMENT—LA
PARTICIPATION DES MUNICIPALITÉS

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, vu que les municipalités n'ont pas été directement représentées à la dernière conférence comme l'avait promis le ministre à la Chambre le 16 janvier, participeront-elles à l'élaboration de la stratégie foncière fédérale-provinciale du ministre dont il a parlé il y a un instant?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, j'ai été très heureux d'obtenir que la question du logement soit discutée à la conférence tripartite qui sera tenue en novembre prochain et où les municipalités seront représentées et que la stratégie d'aménagement des terrains y soit alors étudiée.

* * *

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LA GRÈVE DES HÔTESSES DE LA WARDAIR—
L'INTERVENTION MINISTÉRIELLE

M. Duncan M. Beattie (Hamilton Mountain): Ma question s'adresse au ministre du Travail. Serait-il disposé à intervenir dans la grève courante de la Wardair? Je lui pose la question à cause des implications nationales pour le trafic aérien d'un bout à l'autre du Canada.

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Oui, monsieur l'Orateur. Un fonctionnaire de mon ministère essaie de communiquer avec les parties pour les aider à régler le différend.

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS

L'APPLICATION DES NORMES DE SÉCURITÉ

M. Duncan M. Beattie (Hamilton Mountain): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports. Est-il maintenant en mesure de répondre à la question concernant l'application des règlements de sécurité aérienne, comme il l'avait promis le 22 janvier?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà répondu à cette question à la Chambre. Dans tous les cas de grève, nous surveillons les vols et nous mettons en application les règlements qui sont très stricts quand il s'agit des normes du trafic aérien.